

Libye/Conflit

Carnage dans un centre pour migrants, visé par un raid aérien

AFP
Tripoli/Libye

En accusation, les forces de Khalifa Haftar engagées dans une offensive sur la capitale et qui a suscité de vives condamnations.

AU moins 44 migrants ont été tués et une centaine blessés dans une frappe contre un centre de détention près de la capitale libyenne Tripoli, un raid condamné hier par la communauté internationale et dénoncé comme un possible "crime de guerre" par l'Onu.

La frappe aérienne menée mardi tard le soir à Tajoura a été attribuée par le gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli aux forces rivales de Khalifa Haftar engagées dans une offensive pour s'emparer de la capitale d'un pays plongé dans le chaos depuis 2011.

Le centre de détention abritait environ 600 migrants, en majorité érythréens et soudanais, et deux de ses cinq hangars ont été touchés et fortement endommagés, selon le responsable du centre Noureddine al-Grifi.

"Ce carnage ignoble et sanglant" est "une conséquence des plus horribles et tragiques" de "l'absurdité de cette guerre", a estimé l'émissaire de l'Onu, Ghassan Salamé, dans un communiqué de la Mission des Nations unies en Libye

(Manul). Selon le texte, au moins 44 migrants ont péri et plus de 130 ont été grièvement blessés dans ce centre à Tajoura, une banlieue est de Tripoli.

Quelque 120 migrants étaient détenus dans le hangar n°3 quand il a été touché à 23H34 (21H34 GMT), a indiqué M. Grifi. Sur le sol du hangar, restes humains, couvertures maculées de sang, débris et morceaux tordus de la structure métallique du bâtiment entourent un cratère de trois mètres de diamètre, a constaté un journaliste de l'AFP.

"LES TROIS PAS" • Dans un communiqué, le GNA, reconnu par l'Onu, a dénoncé "un crime odieux" et accusé les forces du "criminel de guerre, Khalifa Haftar", l'homme fort de l'est libyen, d'avoir mené une attaque "préméditée". C'est la deuxième fois que ce centre pour migrants est touché depuis le début de l'offensive des pro-Haftar.

Les forces de M. Haftar n'ont pas réagi aux accusations du GNA. Mais des médias pro-Haftar ont fait état mardi soir d'une "série de raids aériens" à Tripoli et Tajoura. Ce secteur abrite plusieurs sites appartenant aux groupes armés pro-GNA et est régulièrement la cible de raids aériens des pro-Haftar.

Après ce carnage, des ONG ont fait part de leur



Ce sont au moins 44 migrants qui ont péri à la suite du raid aérien nocturne attribué aux forces du maréchal Khalifa Haftar.

"effroi". L'Union européenne a condamné une "horrible attaque" et s'est associée à l'appel de l'Onu pour l'ouverture d'une enquête. L'Union africaine, la France et l'Italie ont également condamné la frappe. Ankara, qui soutient militairement le GNA, a qualifié l'attaque de "crime contre l'humanité".

Sur Twitter, le chef du Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), Filippo Grandi, a porté "trois messages clés : les migrants et réfugiés ne doivent PAS être en détention, les civils ne doivent PAS être des cibles, la Libye n'est PAS un lieu sûr pour un renvoi" des migrants.

Le porte-parole du HCR s'est dit inquiet face aux "rumeurs" selon lesquelles le centre servait de "dépôt d'armes".

Médecins Sans Frontières (MSF) a réclamé "l'évacuation immédiate des réfugiés

et migrants enfermés dans des centres de détention à Tripoli".

TRANSFERTS LES MIGRANTS • Les agences de l'Onu et organisations humanitaires rappellent régulièrement leur opposition à ce que les migrants arrêtés en mer soient ramenés en Libye.

La Libye est en proie à des luttes de pouvoir et à l'insécurité avec de multiples milices qui font la loi depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi après une révolte en 2011.

Malgré une insécurité persistante, ce pays reste un important point de transit pour les migrants fuyant les conflits et l'instabilité dans d'autres régions d'Afrique et du Moyen-Orient.

La Manul a maintes fois exprimé son inquiétude sur le sort d'environ 3 500 migrants et réfugiés "en danger dans des centres

de détention situés près de zones d'affrontements".

"Nous devons garantir immédiatement des mesures sérieuses de protection et, en particulier, transférer les migrants se trouvant dans les installations d'accueil à l'abri des combats", a dit le chef de la diplomatie italienne, Enzo Moavero.

Les pro-Haftar ont promis cette semaine d'intensifier les raids aériens contre les forces du GNA, après avoir perdu Gharyan, ville au sud de Tripoli dont le maréchal avait fait son centre opérationnel dans la bataille de Tripoli, à plus de 1 000 km de son bastion de Benghazi (nord-est).

Les deux camps rivaux s'accusent mutuellement de recourir à des mercenaires et de profiter du soutien militaire, y compris aérien, de puissances étrangères.

• Réunion en urgence du Conseil de sécurité de l'Onu. Le Conseil de sécurité de l'Onu devait se réunir hier en urgence sur la Libye après la mort de 44 migrants dans une frappe aérienne la veille contre un centre de détention près de Tripoli, a-t-on appris de sources diplomatiques. La réunion était prévue pour se tenir à huis clos et a été ajoutée au programme du Conseil à l'initiative du Pérou, président en exercice du Conseil de sécurité pour juillet, a précisé un diplomate.

L'Afrique en bref

• Algérie/Politique. Appels à des manifestations massives demain
Des personnalités algériennes ont appelé hier leurs compatriotes à participer massivement demain à la 20e manifestation hebdomadaire contre le régime, qui coïncidera avec l'anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, s'ajoutant aux nombreux appels similaires sur les réseaux sociaux.

• Cameroun/Manifestation. Six membres de la sécurité du président arrêtés en Suisse

Six membres du service de sécurité du président camerounais Paul Biya ont été arrêtés en Suisse à la suite de l'agression d'un journaliste de la radio suisse publique RTS la semaine dernière à Genève, a annoncé la justice genevoise. Les six personnes - cinq hommes et une femme - ont été arrêtées le 2 juillet et placées en détention provisoire, a précisé le ministère public genevois (procureur) dans un communiqué.

• Kenya/Justice. Lourdes peines de prison pour les complices de l'attaque de Garissa



Le juge Francis Andayi (photo) a condamné un Tanzanien à la réclusion à perpétuité et deux Kényans à 41 ans de prison pour leur complicité dans l'attaque contre l'Université de Garissa en 2015, dans le nord-est du pays, perpétrée par les islamistes somaliens shebab (148 morts).

• Mauritanie/Présidentielle. Internet totalement rétabli

Internet a été totalement rétabli en Mauritanie, avec la fin hier du blocage de la connexion mobile, interrompue le 23 juin après les heurts ayant suivi la présidentielle du 22 juin remportée par le candidat du pouvoir, selon une source sécuritaire.

• Niger/Attaque. La main du groupe Etat islamique dans le grand Sahara

Le groupe Etat islamique dans le grand Sahara (EIGS) a revendiqué hier l'attaque de camp d'Inates (Ouest, à la frontière avec le Mali) qui a coûté la vie à 18 soldats nigériens lundi, a rapporté l'organisme américain de surveillance des mouvements extrémistes SITE.

Tunisie/Terrorisme

Le jihadiste tué dans la nuit était le cerveau du récent double attentat

AFP
Tunis/Tunisie

LE jihadiste qui s'est fait exploser dans la nuit durant une opération

sécuritaire dans la cité populaire Intilaka, près de Tunis, était le "cerveau" du double attentat suicide de l'autre jeudi, a indiqué hier à l'AFP le ministère de l'Intérieur.

"Le terroriste Aymen Smiri était en relation avec le double attentat suicide de jeudi, et les investigations ont prouvé qu'il était le cerveau de ces opérations. Il était un dirigeant très actif

et très dangereux", a dit le porte-parole du ministère, Sofiene Zaag.

L'enquête ouverte après cette double attaque suicide à Tunis, revendiquée par le groupe Etat islamique (EI), "a mené à cette personne de 23 ans" qui habitait dans un quartier (Ibn Khaldoun) proche de cité Intilaka, a ajouté M. Zaag. "Nous l'avons localisé et suivi jusqu'à ce qu'il soit coincé à Cité Intilaka", a-t-il précisé.

Selon la même source, le suspect "planifiait une opération terroriste ciblant des sécuritaires". Il a activé une ceinture d'explosifs au moment où il a été atteint par des tirs des forces de sécurité.

Une journaliste de l'AFP qui s'est rendue sur place en matinée a notamment pu voir les traces de l'explosion sur un trottoir, sur plus de 50 mètres, près d'une station de tramway

de cette cité populaire. "Je l'ai vu courir essayant d'échapper aux agents de la police et, subitement, il s'est fait exploser", a raconté à l'AFP Ibrahim Mejri, 35 ans, un habitant du quartier.

Un policier a été tué dans le double attentat suicide à Tunis jeudi dernier. Ces attaques, qui ont aussi fait plusieurs blessés, ont fait ressurgir le spectre de la violence dans le pays, où la sécurité s'est nettement améliorée ces dernières années après une série d'attaques jihadistes meurtrières ayant visé des touristes et des sécuritaires en 2015.

"Les deux kamikazes ont été identifiés et un nombre important de suspects arrêtés", a encore indiqué le porte-parole du ministère de l'Intérieur, sans autres détails, l'enquête étant "toujours en cours".

C'est arrivé...

Etats-Unis : un randonneur septuagénaire retrouvé après une semaine en forêt

DE longs jours à errer, dont cinq sans manger : un randonneur de 73 ans disparu depuis une semaine dans une forêt du sud de la Californie a été retrouvé sain et sauf samedi dernier.

Eugene Jo avait perdu le groupe avec lequel il marchait le 22 juin dans la forêt nationale d'Angeles, dans le sud de la Californie.

Il a été retrouvé vivant samedi, assez en forme pour discuter et marcher un peu avec les sauveteurs, a précisé sur Twitter l'équipe de recherche et de secours de Montrose.

Eugene Jo n'avait plus rien à se mettre sous la dent depuis cinq jours et avait bu l'eau d'un ruisseau, ont précisé les secouristes.

"Les températures étaient clémentes et le niveau des eaux est élevé avec les précipitations cette année", a souligné l'équipe de secours.

Plus de 70 personnes participaient aux recherches pour retrouver le septuagénaire, qui a été héliporté vers un hôpital pour y passer des examens et se reposer, selon l'adjoint au shériff de Los Angeles.

... en forêt nationale d'Angeles, Californie (Etats-Unis)